

« Nous sommes dans une impasse pour le TTIP »

Pierre Defraigne, le directeur du Collège d'Europe, n'est pas très optimiste pour la négociation du traité transatlantique (TTIP) qui vient d'entamer une nouvelle phase ce lundi. Pour lui, c'est clair : « Il est impossible de conclure un accord avant 2017. » Le blocage n'est pas uniquement européen ou américain, les responsabilités sont partagées selon lui. « La négociation continue comme si de rien n'était, alors qu'on sait

très bien qu'elle n'aboutira pas avec l'administration Obama », estime l'ex-chef de cabinet d'Etienne Davignon. Pour l'expert, « le président sortant ne veut pas mettre M^{me} Clinton face à Donald Trump, notamment sur le point critique des marchés publics. Dans ce domaine, l'Europe a imprudemment ouvert son marché, alors que les Américains l'ont réservé, surtout pour ce qui concerne les chantiers des villes et des Etats fédérés, au bénéfice des

PME. Les Etats-Unis ne feront pas de concessions sur ce point, et on n'aura tout simplement pas d'accord à signer ».

Sans compter que l'élection présidentielle devrait déboucher sur une nouvelle équipe de négociateurs américains puis sur un nouveau Congrès. Les Européens ne sont pas non plus exempts de tout reproche. Le Brexit vient aussi troubler la négociation. « La Grande-Bretagne et l'Europe doivent d'abord régler leur sépa-

ration. Ça crève les yeux : c'est une absurdité de croire qu'on peut continuer à négocier », juge Pierre Defraigne.

Et de conclure : « Nous sommes dans une impasse (...) Le TTIP est un mirage. C'est une affaire mal emmanchée depuis le début, qui prouve le manque de vision stratégique de la part des leaders européens. » ■

« Négociateur le TTIP devient caduc avec le Brexit »

COMMERCE Pierre Defraigne estime que le traité transatlantique ne peut plus aboutir

Pierre Defraigne

Economiste diplômé de l'ULg, de l'UCL et de Harvard, Pierre Defraigne a occupé différentes fonctions dans la vie publique, notamment celle de chef de cabinet de Pascal Lamy, alors commissaire européen au Commerce. Auparavant, il était en charge des relations Nord-Sud et chef de cabinet d'Etienne Davignon à l'époque où ce dernier était vice-président de la Commission européenne. Depuis 2008, il est directeur du Collège d'Europe.

- La sortie des Britanniques de l'Union européenne change clairement la donne.
- Pour le directeur du Collège d'Europe, le TTIP est un mirage.

ENTRETIEN

Ce lundi s'est ouvert le quatorzième round de négociation du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement UE-Etats-Unis (TTIP). Le premier depuis que

les Britanniques ont choisi de voter pour le Brexit. De quoi bouleverser la donne. Pierre Defraigne en est persuadé. Pour le directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe, la négociation n'a plus de sens.

Qu'est-ce que le Brexit change aux négociations du TTIP ?

En droit, cela n'a aucun impact dans la mesure où les Britanniques n'ont pas demandé l'activation de l'article 50. La Commission négocie donc toujours avec les Vingt-Huit dans le dos. C'est bien le signe qu'on ne s'attendait pas à ce résultat du référendum. Les Européens n'avaient rien anticipé. En attendant, on fait donc du formalisme juridique. La négociation continue comme si de rien n'était, alors qu'on sait très bien qu'elle n'aboutira pas avec l'administration Obama.

Pourquoi ?

Parce que le président sortant ne veut pas mettre en difficulté M^{me} Clinton face à Donald Trump, notamment sur le point critique des marchés publics. Dans ce domaine, l'Europe a imprudemment ouvert son marché, alors que les Américains l'ont réservé, surtout pour ce qui concerne les chantiers des villes et des Etats fédérés, au bénéfice des PME. Les Etats-Unis ne feront pas de concessions sur ce point, et on n'aura tout simplement pas d'accord à signer. Ensuite, il y aura l'élection, et le nouveau président devra nommer une nouvelle équipe de négociateurs. Il y aura aussi un nouveau Congrès dans

la foulée. Soit autant d'inconnues qui font qu'il est impossible de conclure un accord avant 2017. A ce moment-là, on sera dans les élections présidentielles françaises, et bientôt les élections en Allemagne. Cette dernière, qui était la championne du TTIP, est aujourd'hui le pays où l'opinion publique est la plus sceptique. Le vent a tourné. L'Allemagne, et singulièrement M^{me} Merkel, a voulu le TTIP, elle l'a poussé, mais le cœur n'y est plus.

On peut quand même s'attendre à ce que le Brexit devienne effectif un jour. Que se passera-t-il ?

La négociation deviendra tout à fait caduque ! Est-ce que vous imaginez une seule seconde qu'on va continuer à négocier à trois ? La Grande-Bretagne et l'Europe doivent d'abord régler leur séparation. Ça crève les yeux : c'est une absurdité de croire qu'on peut continuer à négocier. La Commission nie l'évidence. Le seul avantage pour elle, c'est que le référendum lui offre une « diversion ». Le Brexit va lui permettre de se dégager sans perdre la face, dans la mesure où l'échec aura été provoqué par un événement extérieur. La Commission ne veut pas prendre la responsabilité de faire échouer la négociation.

Le Brexit offre une sortie « honorable » à la Commission ?

La sortie n'est pas honorable, elle est dangereuse. Nous sommes dans une impasse. Il y a la crise de la zone euro, la crise des réfus-

giés, et nous assistons à une crise à la politique commerciale, qui était le fer de lance de la construction européenne et qui est désormais minée à sa base. La Commission s'est rendu compte de la dureté des Américains face à un bloc commercial européen désuni. Au sein de l'Union, le premier adversaire sur les exportations, ce sont les autres Etats-membres, qui sont en concurrence les uns avec les autres. L'Europe n'est pas en mesure de négocier avec un adversaire aussi puissant tant qu'elle

n'a pas achevé sa propre unité. C'est la première fois qu'elle négocie avec quelqu'un de plus fort qu'elle.

On n'aurait pas dû commencer ?

Le TTIP est un mirage. C'est une affaire mal emmanchée depuis le début, qui prouve le manque de vision stratégique de la part des leaders européens. La négociation a été entamée en 2013, à un moment où la pression de la Russie s'est accentuée sur l'Ukraine. Dans le même temps, les Etats-Unis pivotaient de plus en plus vers l'Asie. Cela a créé un mouvement de panique en Europe, où on a eu peur d'être abandonné. On a cherché à se raccrocher à tout prix au train américain, ce qui arrangeait bien une partie des entreprises exportatrices allemandes influentes au sein du gouvernement Merkel.

La victoire du « Leave », c'est la victoire des exclus de la mondialisation ?

En effet, en Grande-Bretagne,

une part importante du vote s'adresse à l'Europe : les gens lui reprochent de ne pas les avoir protégés contre la mondialisation. Mais même aux Etats-Unis, qui sont les grands gagnants de la globalisation, la répartition des fruits du libre-échange est loin d'être égalitaire. Ceux qui en ont profité, ce sont les actionnaires des grands groupes multinationaux, alors que les travailleurs ordinaires font figure de laissés pour

compte.

Selon vous, la clé de la croissance n'est plus dans les grands accords commerciaux...

Nous sommes dans une phase de transition tant en Europe, qu'aux Etats-Unis et en Chine. Ces régions ont des problèmes internes très sérieux à résoudre avant de se pencher sur des accords de libéralisation commerciale. En Europe, c'est la crise de la zone euro qui exerce une pression déflationniste à cause de

son dysfonctionnement. Cela ne peut être compensé par de la demande extérieure. Les Etats-Unis ne sont pas sortis de la crise, contrairement à ce qu'on dit. La croissance y est faible et peu génératrice d'emplois. La Chine doit elle aussi procéder à des réformes profondes. Dans ces conditions, de nouveaux accords commerciaux risquent d'aggraver encore des tensions sociales déjà fortes résultant d'un creusement des inégalités. C'est un pro-

blème de fond. On peut être sceptique sur une fuite en avant vers plus de libéralisation commerciale. La croissance est d'abord endogène. Par exemple, l'Europe est confrontée à un énorme problème d'innovation. Nous avons un grand retard sur les Etats-Unis, et aujourd'hui même sur la Chine. En quoi un nouvel accord commercial va aider à résoudre ce problème ? ■

Propos recueillis par
BERNARD PADOAN

150 milliards pour renflouer les banques européennes ?

EUROPE L'économiste en chef de la Deutsche Bank plaide en faveur d'une nouvelle injection d'agent public

L'Europe jure avoir tiré les leçons de la crise financière. Notamment avoir brisé le cercle vicieux entre les banques et les Etats – la fragilité des unes, imposant d'injecter de l'argent public, fragilisant les seconds ; et vice versa. La solution s'appelle « union bancaire » : un ensemble de mécanismes, au niveau de l'Union, visant primo à renforcer les banques et à mieux les surveiller, secundo à éviter de puiser systématiquement dans les poches des contribuables pour sauver une institution et tertio à mutualiser l'assurance des dépôts. Achèvement prévu en... 2025.

Mais déjà cette belle mécanique a des ratés. Et l'option d'une nouvelle injection massive de fonds publics est évoquée. Ce lundi, dans le quotidien allemand *Die Welt*, l'économiste en chef de la Deutsche Bank, David Folkerts-Landau appelait à la création d'un fonds de 150 milliards d'euros qui serait chargé de recapitaliser les banques en difficulté

des pays les plus affectés par la crise, essentiellement dans la périphérie de la zone euro.

Catastrophisme ? Pas du tout. En Italie, au Portugal, en Grèce, le poids des « créances douteuses » – définies comme celles affichant un retard de remboursement de plus de 90 jours (« non performing loans ») – ne cesse de croître. Il atteint 18 % en Italie, 13 % au Portugal et 34 % en Grèce, contre moins de 5 % dans les pays du « cœur » de la zone euro. Il est en repli en Espagne, où la situation s'est grandement améliorée (6 %), et en Irlande, où il atteint encore 15 %.

La Banque centrale européenne (BCE) évalue à 950 milliards les « créances douteuses » des grandes institutions, celles qu'elle tient directement à l'œil. L'Italie est en première ligne : le total des créances en souffrance est évalué à 350 milliards.

La BCE évalue à 950 milliards les « créances douteuses »

des grandes institutions

Dans tous ces pays, hors l'Irlande, il ne s'agit pas de « scories » de la crise de 2008 : la progression des mauvaises dettes est la conséquence de la rechute en récession en 2012-2013, puis de la croissance molle qui a suivi.

Depuis le 1^{er} janvier, la législation européenne impose, lorsqu'il s'agit de sauver une banque, de faire d'abord appel aux actionnaires et aux créanciers – le « bail in » (ou renflouement interne) par opposition au « bail-out » (le renflouement par l'Etat).

Applicable ? Certainement pas en Italie. Le « bail-in » de quatre banques régionales à la fin de l'an passé a ruiné des milliers d'épargnants. Et Matteo Renzi, le président du Conseil, doit maintenant convaincre ses partenaires européens de déroger aux nouvelles règles. Mais Berlin fait la sourde oreille... ■

DOMINIQUE BERNS